

Défendre l'intégrité et l'Etat de droit

Faire respecter l'Etat de droit au sein de l'Union européenne - Empêcher les individus corrompus et l'argent sale d'entrer dans l'Union européenne - Soutenir la création d'un organe indépendant de l'Union européenne en matière d'éthique - Soutenir la transparence des positions défendues par les Etats membres

Je partage le dégoût de beaucoup de gens devant le comportement de politicien qui détiennent des comptes dans des paradis fiscaux ou sont impliqués dans des affaires de corruption ou de détournements de fonds publics. Je suis choquée que certains soient réélus malgré des condamnations.

Les salaires, les avantages et le train de vie des ministres ou des parlementaires alimentent un sentiment légitime de coupure entre eux et la population.

Aussi, je pense que les mandats électifs devraient être courts et ne donner lieu à aucun privilège (pas d'indemnisation supérieure au salaire d'un travailleur qualifié). Par ailleurs, comme gage de respect des engagements, les élus devraient être révocables à tout moment par les électeurs.

Le contrôle doit aussi toucher les comptes, les entreprises, les banques. En effet, une véritable démocratie signifierait aussi que les décisions qui concernent toute la population ne dépendent pas du bon vouloir des hauts sommets des organismes de finance et des entreprises capitalistes.

Car la loi permet aux capitalistes de fermer une usine et de mettre sur le carreau des milliers d'ouvriers et leurs familles et condamne par contre des salariés pour s'être défendus de façon jugée trop véhémente pour avoir participé à des actions collectives contre des suppressions d'emplois ou la fermeture de son entreprise. Un militant syndical peut être licencié et condamné pour avoir divulgué des informations révélant une pollution, un montage pour échapper au fisc.

Oui, les libertés doivent être protégées et tous les fichages discriminatoires proscrits. Cela concerne tous les individus dont la population immigrée bien sûr. Cela concerne aussi le monde des entreprises où les ouvriers combatifs, les militants syndicaux, les militants politiques qui luttent contre l'exploitation sont non seulement fichés, réprimés mais aussi mis sur des listes rouges sur des régions entières.

Quant aux lanceurs d'alerte, sans leur intervention bien des scandales seraient restés dans l'ombre. Grâce à des salariés courageux un coin du voile est levé sur le secret des affaires capitalistes. C'est tout le voile qu'il faudra retirer par le contrôle de tous les travailleurs sur l'économie.

La seule façon d'enrayer les pratiques frauduleuses, c'est de permettre aux salariés de rendre publiques toutes les informations dont ils disposent sans risquer d'être licenciés, c'est de mettre en ligne, sur la place publique tous les documents, faits et agissements de ces sociétés. C'est d'autant plus normal pour des sociétés qui touchent de l'argent public et qui passent des contrats avec des collectivités ou avec l'UE.

Mais l'état de droit pour moi c'est aussi le respect du droit élémentaire qu'a tout individu de pouvoir se nourrir se loger, se soigner, d'éduquer ses enfants.

Ce nécessite un plan massif de construction de logements ; un service public d'éducation pour tous, gratuite, de qualité avec des enseignants en nombre suffisant , l'arrêt du pillage des caisses de la protection sociale au profit des subventions au patronat pour que le droit à la santé ne soit pas remis en cause ; le droit à de véritables services publics dans les transports routiers ou ferroviaires, l'énergie, la poste, la culture, autant de besoins élémentaires de plus en plus bafoués actuellement.

En matière d'égalité des droits, force est de constater que notre société est toujours incapable de donner l'égalité aux femmes. Ce droit qui est encore refusé à Malte et quasiment interdit en Pologne fait partie de mon combat, du combat que je mène pour le droit des femmes. Des lois sont votées régulièrement pour l'égalité des salaires mais elles ne sont pas appliquées car elles ne sont pas assorties d'une réelle contrainte sur le patronat.

Enfin, le droit c'est aussi le droit de se déplacer et de s'installer. Contre l'Europe du capital, la tentation du repli sur soi, le nationalisme et le racisme, je défends la perspective d'une Europe réellement unifiée et ouverte sur le monde qui garantisse la liberté de circulation et d'installation de tous les migrants.

Pour les riches, la planète est un village sans la moindre entrave. Pour ceux qui n'ont que leurs bras ou leur tête pour vivre, elle est hérissée de barrières et de barbelés mortels. Je suis pour la liberté complète de circulation et d'installation de tous les êtres humains là où ils estiment pouvoir trouver les moyens de faire vivre leur famille. Aujourd'hui c'est une urgence humanitaire.

Appeler les candidats à s'engager individuellement à être exemplaires et Faire preuve de transparence et d'éthique dans le cadre de leurs activités parlementaires

Je ne serai sans doute pas élue au parlement européen, par conséquent l'engagement que je peux prendre est purement hypothétique. Cela dit, je peux témoigner de la politique qu'on menée les 3 députées Lutte ouvrière lors du mandat qu'elles ont rempli à partir de 1999 : rendre compte systématique et publiquement des interventions au parlement européen et continuer d'y défendre les intérêts des travailleurs comme elles s'y étaient engagées lors de la campagne électorale. En guise d'indemnité parlementaire, elles ont conservé l'équivalent du salaire d'un travailleur qualifié et ont reversé la différence à leur parti, Lutte ouvrière.

Et s'il est un groupe que n'a quasiment pas été absent aux séances du parlement, c'est bien celui de Lutte ouvrière.

Le seul groupe de "pression" de lutte ouvrière est celui de ses membres qui militent pour construire un parti révolutionnaire communiste.

Je pense bien évidemment qu'il faut faire la lumière sur tous les groupes de pression, sur le lobbying. Mais ils ne font qu'illustrer la collusion totale entre les représentants de l'Etat, les gouvernants et les représentants des groupes capitalistes, le fichier Monsanto qui défraie la chronique en ce moment, n'étant que la partie immergée de l'iceberg.